

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 41/037/2005 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 50/05 (AMR 41/008/2005 du 2 mars 2005) et sa mise à jour (AMR 41/015/2005 du 23 mai 2005)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ PRISONNIER D'OPINION / PROCÈS INIQUÉ

MEXIQUE Felipe Arreaga (h), militant écologiste, ancien membre de l'*Organización de Campesinos Ecológicos de la Sierra de Petatlán* (OCESP, Organisation des paysans écologistes de la Sierra de Petatlán)

13 autres ex-membres de l'OCESP

Celsa Valdovinos (f), épouse de Felipe Arreaga et dirigeante de l'*Organización de Mujeres Ecológicas* (Organisation des femmes écologistes)

Albertano Peñalosa Domínguez (h), militant écologiste et membre fondateur de l'OCESP et ses deux fils :

Adalí Peñalosa, 15 ans

Isaac Peñalosa, 19 ans

Londres, le 16 septembre 2005

Felipe Arreaga, militant écologiste emprisonné pour des raisons d'opinion, a été acquitté du chef de meurtre et libéré le 15 septembre. Toutefois, cet homme, ses proches ainsi que d'autres militants écologistes de la région restent gravement menacés.

Amnesty International se félicite de la décision rendue par le tribunal de l'État de Guerrero, qui a acquitté Felipe Arreaga. Elle est le fruit du travail des avocats du *Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollan* (Centre des droits humains de la montagne Tlachinollan), une organisation locale de défense des droits humains, et des pressions exercées tant au niveau national qu'international en faveur de la libération du militant écologiste. Une fois libre, Felipe Arreaga a déclaré aux médias qu'il continuerait à militer pour l'environnement et a remercié les organisations mexicaines et internationales de défense des droits humains pour leur soutien.

Au cours du procès, l'un des hommes à l'origine des poursuites engagées contre Felipe Arreaga aurait menacé le militant et sa famille de représailles en cas d'acquiescement. Aussi Amnesty International craint-elle que Felipe Arreaga, ses proches et d'autres militants écologistes de la région ne soient attaqués.

Felipe Arreaga a passé plus de dix mois en prison à Zihuatanejo, dans l'État de Guerrero. Il était accusé du meurtre du fils d'un « cacique » (personnage influent) de la région, tué en 1998. De nombreux éléments tendaient à prouver que l'affaire était montée de toutes pièces en représailles contre Felipe Arreaga, qui avait joué un rôle moteur dans des manifestations contre l'exploitation excessive et illégale des forêts de Petatlán, dans l'État de Guerrero.

Treize autres anciens responsables de l'*Organización de Campesinos Ecológicos de la Sierra de Petatlán* (OCESP, Organisation des paysans écologistes de la Sierra de Petatlán) font toujours l'objet de mandats d'arrêt dans le cadre de la même affaire. Amnesty International craint que ces personnes ne soient prises pour cibles dans le but de dissuader les écologistes de militer dans la région.

À la connaissance d'Amnesty International, aucune avancée significative n'a été réalisée dans le cadre de l'enquête sur l'attaque perpétrée contre le militant écologiste Albertano Peñalosa et sa famille en mai dernier.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites que vous vous réjouissez de la libération de Felipe Arreaga Sánchez, le 15 septembre ;

– priez les autorités de garantir la sécurité de cet homme, de sa famille et des autres militants écologistes de la région de Petatlán, dans l'État de Guerrero ;

– appelez-les à veiller à ce que Felipe Arreaga soit correctement indemnisé pour les dix mois qu'il a passés en prison sur la base de fausses accusations ;

– exhortez les autorités à diligenter une enquête sur les poursuites engagées contre Felipe Arreaga sur la base d'accusations forgées de toutes pièces, et demandez l'annulation des mandats d'arrêt décernés contre 13 autres anciens responsables de l'*Organización de Campesinos Ecologistas de la Sierra de Petatlán* (OCESP, Organisation des paysans écologistes de la Sierra de Petatlán) dans le cadre de la même affaire ;

– demandez que soit menée une enquête impartiale et détaillée sur l'attaque dont Albertano Peñalosa et sa famille ont été victimes et que les responsables présumés de ces agissements soient déférés à la justice ;

– rappelez aux autorités que la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener ces activités sans restriction ni craintes de représailles.

APPELS À :

Gouverneur de l'État de Guerrero :

Lic. Zeferino Torreblanca Galindo
Gobernador Electo del Estado de Guerrero
Boulevard Rene Juarez Cisneros No. 62, Edificio B
Ciudad de los Servicios,
CP 39075, Chilpancingo, Guerrero
Mexique

Fax : +52 747 47 14788 (si quelqu'un décroche, dites :
« *tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Gobernador*, / Monsieur le
Gouverneur,

Procureur général de l'État de Guerrero :

Lic. Jesus Ramirez Guerrero
Procurador General de Justicia del Estado de Guerrero
Carretera Nacional México-Acapulco Km. 6+300
Tramo Chilpancingo-Petaquillos
Chilpancingo 39090
Guerrero

Mexique

Fax : +52 747 47 22 328

Formule d'appel : *Señor Procurador*, / Monsieur le Procureur
général,

Responsable de l'Unité de promotion et de défense des droits humains au sein du ministère de l'Intérieur :

Maestro Ricardo Sepúlveda
Secretaría de Gobernación
Reforma 99, Piso 21, PH
Colonia Tabacalera
06030, México D.F.
Mexique

Fax : +52 55 51 28 02 34 (si une personne décroche,
dites : « *tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Estimado Maestro*, / Monsieur,

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains :

Centro de Derechos Humanos
de la Montaña "Tlachinollan" AC.,
Calle Mina número 77
Colonia Centro
Tlapa de Comonfort
Código Postal 41304
Guerrero
Mexique

Président de la Commission des droits humains de l'État de Guerrero (Coddehum) :

Lic. Juan Alarcón Hernández
Avda. Juárez, Esq. Galo Soberón y Parra
Col. Centro, 39000, Chilpancingo
Guerrero 39000, Mexique

Fax : +52 747 47 121 90 / 102 51 (si une personne décroche,
dites : « *tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Sr. Presidente*, / Monsieur le Président,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 28 OCTOBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.